



ENERGYCITIES

ENERGY CITIES - PUBLICATION

SOBRIÉTÉ : LE PILER

MANQUANT POUR UNE EUROPE

ÉCONOME EN RESSOURCES

LES ACTIONS DES COLLECTIVITÉS
LOCALES POUR CONSOMMER
MOINS DE RESSOURCES ET CE
QUE L'EUROPE PEUT FAIRE
POUR LES AIDER



AUTEURE

SELMA GUYON

AVEC LA CONTRIBUTION DE

MÉLANIE BOURGEOIS

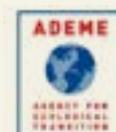
SIMONA ARONICA

ALLISON LE CORRE

DATE

DÉCEMBRE 2023

Cette publication et sa traduction ont été rendues possibles grâce au soutien financier de l'ADEME.





SOBRIÉTÉ : LE PILIER MANQUANT POUR UNE EUROPE ÉCONOME EN RESSOURCES

AU DÉBUT DU MOIS DE JUIN 2023, 45 PAYS DU MONDE ENTIER ONT CO-SIGNÉ LA DÉCLARATION DE VERSAILLES « UNE DÉCENNIE CRUCIALE POUR L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE » ET APPELÉ LES GOUVERNEMENTS À METTRE EN PLACE DES POLITIQUES INTÉGRANT DES MESURES DE SOBRIÉTÉ¹.

Les responsables politiques font de plus en plus référence aux « mesures » et « politiques de sobriété », un concept par ailleurs légitimé par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dans son dernier rapport. Pour Yamina Saheb, membre du GIEC, les politiques de sobriété sont « **un ensemble de mesures et de pratiques quotidiennes qui évitent la demande en énergie, matériaux, sol et eau tout en assurant le bien-être des êtres humains dans les limites de la planète²** ». Ce cadre établit une distinction claire entre sobriété et efficacité, un concept qui s'en rapproche mais qui repose sur le progrès technique plutôt que sur la réduction de la demande³.

Dans un monde où les crises climatiques, financières, énergétiques et liées aux ressources frappent les territoires avec une fréquence et une intensité croissantes, ce concept de so-

bricité devient de plus en plus pertinent. La crise énergétique, aggravée par l'invasion russe de l'Ukraine en 2022, a montré que les **politiques de sobriété étaient non seulement faciles et peu coûteuses à mettre en œuvre, mais aussi particulièrement bénéfiques et efficaces.**

Des initiatives telles que le Cities Energy Savings Sprint, lancé par la Convention des Maires Europe, ont montré comment les villes, qui sont en première ligne lors de ces crises, peuvent rapidement mettre en œuvre des mesures qui limitent l'utilisation des ressources⁴. De nombreuses mesures motivées par la crise énergétique ont ainsi été étendues au niveau local, voire intégrées dans des plans plus structurels. Les économies de ressources sont généralement considérées comme une réponse appropriée à la crise. Cependant, **le potentiel des politiques de**



sobriété structurelles, capables de transformer suffisamment la société pour n'utiliser que les ressources nécessaires, reste largement inexploité en Europe.

Le Pacte vert pour l'Europe a fixé de nombreux objectifs ambitieux pour l'Union européenne, notamment celui d'atteindre la neutralité climatique d'ici 2050. Toutefois, la réalisation de ces objectifs est loin d'être assurée, car la voie empruntée jusqu'à présent n'est pas assez ambitieuse. Le scénario Clever, récemment publié, montre cependant qu'il est possible d'atteindre la neutralité carbone **d'ici 2045 et de réduire de 55 % notre consommation finale d'énergie en mettant en œuvre des politiques transversales fortes en matière de sobriété**⁵.

Ce scénario, basé sur la sobriété énergétique, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, ouvre la voie vers une Europe totalement indépendante des importations d'énergie et capable d'atténuer le changement climatique et de s'y adapter.

Les responsables politiques sont souvent opposés à un tel scénario, au motif que de tels changements sont impossibles, risquent de les rendre impopulaires, ou sont trop idéalistes.

Mais des élues locales dans différents pays ont déjà commencé à mettre en œuvre des politiques fondées sur la sobriété et en récoltent les fruits, à savoir **une plus grande résilience, une meilleure qualité de vie et une trajectoire sûre pour atteindre les objectifs climatiques**. Et en cas de nouvelles envolées des coûts de l'énergie en hiver, nous ne pouvons en effet prendre le risque de ne pouvoir satisfaire les besoins vitaux d'une partie de la population.

Cette publication explorera plus précisément les transformations opérées par les villes pour **fournir des services publics et façonner l'espace urbain dans une approche de sobriété, en particulier dans un contexte de raréfaction des ressources**. En examinant des exemples de pays comme la France, la Finlande ou l'Autriche, nous verrons que les **villes ont également besoin du soutien des États membres et de l'Union européenne** pour aller plus vite dans ce domaine.

Nous mettrons en évidence les opportunités qui existent au niveau européen, notamment concernant le Règlement sur la gouvernance de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat, qui doit **intégrer la sobriété afin de garantir une transition équitable et rapide vers la neutralité climatique**.

La voix des villes :

Les exemples cités dans ce document sont basés, sauf indication contraire, sur des entretiens menés avec des élu·es, expert·es et chef·fes de service de différentes villes. Réalisés au printemps 2023, ces entretiens explorent la stratégie des villes en matière de consommation des ressources et abordent des sujets variés allant de la sobriété énergétique à l'économie circulaire en passant par l'économie du donut⁶.



1. LES EFFORTS DES VILLES POUR CONSOMMER MOINS DE RESSOURCES

1.1 LES VILLES EN PREMIÈRE LIGNE FACE À LA RAREFACTION DES RESSOURCES

Les villes ont la particularité d'être en première ligne en cas de crise. En effet, lorsque des ressources telles que l'énergie, les sols, l'eau ou les matériaux viennent à manquer, que ce soit en raison d'une crise interne ou externe, elles doivent en gérer les conséquences immédiates, car c'est au niveau local que les besoins et les demandes des citoyens sont pris en compte. Et c'est parce qu'elles font preuve d'ambition dans les réponses apportées, notamment au travers des politiques de sobriété, que les **villes sont des acteurs clés en matière d'atténuation du changement climatique**.

L'énergie et le foncier : deux ressources limitées pour les villes européennes

Les entretiens réalisés en amont de ce document ont mis en évidence les tensions observées sur deux ressources essentielles : l'énergie et le foncier. Bien sûr, les enjeux liés à ces ressources diffèrent d'une ville à l'autre et d'autres ressources, comme l'eau par exemple, font également de plus en plus défaut, mais ce sont les deux ressources les plus fréquemment citées par les villes européennes interrogées.

Energie

L'invasion de l'Ukraine par la Russie, fin février 2022, a contraint l'UE à accélérer la transition vers des énergies plus propres tout en recherchant au plus vite de nouveaux fournisseurs pour son approvisionnement en énergies fossiles. En effet, l'EU ne pouvait continuer à acheter du gaz et du pétrole russes bon marché, car cela reviendrait à financer la guerre de Poutine. Pour éviter une crise énergétique tout en assurant le remplissage des stocks, l'UE a dû payer des prix nettement plus élevés à ses nouveaux fournisseurs. La hausse des cours de l'énergie liée à cette incertitude géopolitique a bien sûr eu des conséquences sur les factures d'énergie et les collectivités, à tous les niveaux, ont dû trouver d'urgence des moyens de réduire leur consommation d'énergie. Depuis de nombreux mois, les économies d'énergie figurent en tête de l'agenda politique à tous les niveaux de gouvernance - national, régional et local. Ces économies ont produit des bénéfices évidents, ce qui a conduit de nombreuses villes à développer des politiques

plus structurelles afin de **réduire leur consommation d'énergie**. Toutes les villes de l'Union européenne ont été impactées par cette crise énergétique, et l'énergie est devenue une ressource limitée. C'est pourquoi nous avons choisi de nous y intéresser dans ce document.

Foncier

La population des villes s'accroît en raison de leur attractivité en termes d'emploi, ce qui crée des tensions dans le secteur du logement. Les villes sont prises entre deux exigences apparemment contradictoires : répondre à la demande croissante de logements tout en respectant les réglementations environnementales, qui imposent de limiter l'artificialisation des sols. De nombreuses villes sont également limitées dans leur expansion en raison de règlements d'urbanisme ou de la présence de zones historiques protégées. Or le foncier restera une ressource sous tension tant que les politiques d'utilisation des sols n'intégreront pas la notion de sobriété.

La sobriété est possible : l'exemple inspirant de Flensburg

En réponse à cette crise des ressources, de plus en plus de villes choisissent la voie de la sobriété. Ce choix s'explique par de nombreuses raisons, qui seront examinées plus en détail dans la deuxième partie de ce document. Penchons-nous tout d'abord sur un exemple de projet de sobriété qui traite à la fois de l'utilisation des sols et de la pénurie d'énergie, tout en tenant compte de la justice sociale.



Flensburg, une ville du nord de l'Allemagne, fait face au défi d'une forte densité urbaine. Pour répondre à la demande croissante de logements abordables et performants, la ville a décidé de coopérer avec l'université de Flensburg pour construire un nouveau quartier dans la zone du vieux port. Le projet Hafen-Ost est un excellent exemple de (re)génération urbaine, dont les villes côtières peuvent s'inspirer, mais aussi d'une approche holistique de la sobriété appliquée à l'urbanisme. Ce projet a commencé par une collaboration avec le centre de recherche Norbert Elias afin de définir des orientations⁷. Adoptées par le conseil municipal en 2020, ces orientations définissent les principes clés d'un **développement urbain équitable et respectueux de l'environnement** dans la région. Parallèlement, les responsables politiques ont engagé un dialogue avec la population afin d'expliquer ce qu'est la sobriété et à quoi peut ressembler un quartier sobre en énergie. Ce dialogue a permis de mieux faire accepter le projet.

« Moins consommer pour vivre mieux » est l'une des lignes directrices qui visent à conserver le style maritime historique de la ville. L'objectif est en effet de construire avec le moins de ressources possible et de veiller à ce que les espaces soient mixtes et multifon-

ctionnels. Le terrain appartenant à la municipalité, il a été possible de plafonner les loyers des logements qui seront loués. Ce quartier vise à être neutre sur le plan du climat et **favorise une mobilité alternative grâce** à la présence de pistes cyclables et de transports publics, en s'inspirant du modèle de la ville du quart d'heure, où tous les services essentiels sont à une distance d'un quart d'heure à pied ou à vélo. Des urbanistes ont rejoint l'équipe de recherche pour élaborer un plan concret.

Des consultations avec les citoyennes et résidentes ont été organisées afin de s'assurer que ce plan soit bien le résultat d'une coopération entre toutes les parties prenantes concernées. Le futur quartier de Hafen-Ost montre déjà que **la sobriété est, par essence, un concept transversal**, puisque le projet permet de gérer deux ressources limitées, le foncier et l'énergie, tout en veillant à ce qu'elles restent abordables. Le projet a été rendu possible grâce à la forte volonté politique du maire de Flensburg, Henning Brüggemann, et à une collaboration intelligente entre scientifiques, universitaires et citoyennes. Ce quartier est un exemple holistique inspirant de ce que la sobriété peut signifier au niveau local.

1.2. LA SOBRIÉTÉ COMME PROJET DE TRANSFORMATION DES VILLES

La sobriété ne peut reposer sur des mesures sectorielles isolées. Sa définition implique une approche transversale, ce qui peut entraîner de nombreux changements dans la manière dont une municipalité met en œuvre ses politiques et travaille au quotidien. **La sobriété requiert en effet une coopération** entre les parties prenantes au niveau local. Elle favorise naturellement une approche décloisonnée et pousse les villes à innover dans la conception et la fourniture des services publics. Les exemples de villes ci-dessous illustrent comment les politiques de sobriété peuvent transformer et accompagner les municipalités sur la voie de l'atténuation et de la lutte contre le changement climatique.

La sobriété au service d'une approche décloisonnée

L'adoption d'une approche de gestion des res-

sources axée sur la sobriété nécessite des changements importants dans la manière dont les municipalités travaillent en interne. Les deux exemples suivants montrent comment la sobriété a conduit à repenser la façon dont les services municipaux collaborent.

À **Zurich**, la stratégie « **net zéro 2040** » associe sobriété et efficacité énergétiques⁸. En vue de sa mise en œuvre, des responsables de services et expert-es représentant l'ensemble des services municipaux ont commencé à se réunir régulièrement à raison de cinq ateliers par an, entamant ainsi un long processus de définition des mesures permettant d'atteindre zéro émission nette en 2040, y compris des mesures de sobriété. Outre cette coopération inter-service sur la planification à long terme, la ville a également créé un groupe de travail au moment de la crise énergétique.



Rassemblant plusieurs services municipaux, le groupe avait pour mission d'identifier les mesures à mettre en œuvre pour répondre à la crise énergétique. Au vu de son succès, cette initiative a été reconduite.

À **Vienne**, la **sobriété faisait déjà partie intégrante de la politique de décarbonisation de la ville**, comme en témoigne le Guide climat de Vienne, mais cette notion a pris une importance encore plus grande avec la crise énergétique⁹. Cette approche basée sur la sobriété a permis de renforcer la coordination à tous les niveaux. En particulier, la collaboration entre les diverses parties prenantes - fournisseurs d'énergie, opérateurs de réseau, services d'urgence, pompiers (pour la prévention des pannes d'électricité), autres régions autrichiennes et services administratifs de la Ville - s'est intensifiée. La coopération et le partage d'informations sont en effet essentiels car la planification énergétique requière de disposer et d'analyser des données. Vienne travaille ainsi à la collecte de données en temps réel en collaboration avec l'opérateur du réseau électrique. Le fait que Vienne soit propriétaire de l'entreprise de distribution d'électricité est un avantage certain, car cela lui permet d'aller plus loin dans cette collaboration et dans les discussions sur l'approvisionnement énergétique.

La sobriété modifie la dynamique entre municipalités et acteurs externes

La mise en œuvre de mesures de sobriété suppose une coopération interne et une **volonté politique**. Les changements au sein de la municipalité elle-même ont également des répercussions sur ses relations avec ses partenaires, tels que les fournisseurs d'énergie, la population, les associations ou encore les entreprises. Les trois exemples suivants illustrent comment les politiques de sobriété et d'économie circulaire modifient les règles du jeu avec les parties prenantes.

La Ville de **Tampere** en Finlande a élaboré un plan pour l'économie circulaire, dont certaines mesures portent sur l'environnement bâti, et donc sur l'utilisation des sols et la construction. Consciente que des marchés publics innovants constituent une étape essentielle dans la mise en place d'un modèle d'économie circulaire réus-

si et soutenue par la vision nationale finlandaise d'une économie circulaire au niveau local, la ville a développé de nouveaux types de marchés publics, notamment en matière de voirie, afin de faire évoluer le marché. Ce projet pilote repose sur un processus de co-création associant municipalité et acteurs privés en vue de définir le cahier des charges en matière d'utilisation de matériaux secondaires et de respect des critères d'économie circulaire détaillés dans le plan de la Ville. Tampere espère étendre ce type de projets pilotes à d'autres marchés publics d'ici quelques années.

La **Région de Bruxelles-Capitale** participe activement à l'élaboration de nouveaux moyens d'impliquer les acteurs de la ville, qu'il s'agisse d'associations, de centres de recherche, d'entreprises ou d'administrations. La région a été l'une des premières à expérimenter le modèle de l'économie du donut. Ce travail a donné naissance à « Shifting Economy », sa stratégie régionale pour la transition économique¹⁰, dont l'une des principales caractéristiques est la création de nouveaux partenariats. Un nouveau règlement concernant les aides au développement économique a ainsi été adopté, qui fait de l'exemplarité en matière environnementale et sociale un des critères clés pour accéder aux subventions publiques. Au travers de cette exigence d'exemplarité environnementale, la région veut en effet vérifier que le projet contribue à l'économie circulaire et à une **utilisation plus rationnelle des ressources**.

Ces nouveaux critères pour l'octroi des aides publiques entreront en vigueur en 2030, ce qui laisse amplement le temps aux organisations de s'y préparer. Dès 2024, les projets déjà exemplaires recevront une subvention majorée afin d'inciter les autres acteurs économiques à modifier leurs pratiques. Les mêmes critères seront également appliqués aux aides à la recherche et à l'innovation. La Région de Bruxelles-Capitale entend ainsi donner de la visibilité aux entreprises et autres parties prenantes qui font le choix de promouvoir l'économie circulaire. En somme, Bruxelles montre que la mise en œuvre de la théorie du donut peut consister à imaginer de nouvelles façons d'impliquer les parties prenantes dans la conception d'un avenir plus respectueux des ressources.



La sobriété comme déclencheur pour réinventer le service public : le modèle grenoblois

Les services publics ayant pour mission de répondre aux besoins des citoyen-es, notamment en matière de logement, de transport ou encore de chauffage, la remise en question de notre consommation des ressources face au dépassement des limites planétaires nous conduit à repenser et **réinventer les services publics**. Grenoble, l'un des chantres de la sobriété, s'est engagé dans une réflexion inspirante sur ce sujet.

A **Grenoble**, l'équipe municipale travaille à définir démocratiquement une feuille de route pour l'avenir de la ville, qui tient compte des limites planétaires. Pour Vincent Fristot, adjoint au maire de Grenoble en charge des finances et de la comptabilité écologique, du contentieux et de la transition énergétique, il s'agit « (...) de développer des services publics résilients avec des ressources en baisse, ce qui implique de faire des choix et peut-être de renoncer à certaines choses. Renoncer peut aussi vouloir dire réorienter les moyens vers d'autres priorités. » Pour atteindre cet objectif de construction de services publics résilients, Grenoble a donné aux citoyennes un rôle important à jouer. Pendant plusieurs mois en 2021, des personnes tirées au sort, d'âges, de sexes et de milieux socioprofessionnels différents, et représentant les différents quartiers de la ville, se sont réunies au sein d'ateliers citoyens de « redirection écologique »¹¹. Ces ateliers devaient répondre à deux exigences. **La prise en compte des problématiques environnementales**, définies par les limites planétaires, impose de repenser spécifiquement nos modes de vie, nos façons de travailler, de nous déplacer. L'exigence de **justice sociale** vise à s'assurer que les politiques publiques contribuent à réduire les inégalités et garantissent l'accès aux biens communs. Dans ces ateliers, les citoyennes ont joué un rôle central en discutant des priorités de

différents secteurs, tels que les transports, les espaces verts, ou encore la consommation. **La feuille de route finale définit pour chaque secteur ce qu'il faut abandonner, ce qu'il faut garder et ce qu'il convient de modifier ou d'initier**. Il s'agit d'un excellent exemple de la manière dont une ville peut **redéfinir ses priorités, en collaboration avec les habitantes**, et accepter de renoncer à certains investissements ou actions contraires à la sobriété. La réflexion sur les piscines est particulièrement édifiante. Ces installations consomment une grande quantité d'eau et d'énergie, mais elles jouent également un rôle crucial en permettant à tout un chacun d'apprendre à nager. En application de la feuille de route, Grenoble cherche donc désormais des solutions pour faciliter l'accès à des lieux de baignade dans les lacs et les rivières de la région.

La prise de conscience des crises a conduit Grenoble à prendre du recul et à repenser sa vision des services publics, en les alignant sur les limites planétaires et en les rendant plus sobres.

Si les politiques de sobriété sont souvent mises en place dans un contexte de crise, leur succès et leur efficacité révèlent leur potentiel à long terme. Elles sont essentielles pour mener à bien l'action climatique, assurer une transition équitable et façonner des villes à l'épreuve du temps. Néanmoins, le recours à la sobriété varie d'un pays européen à l'autre et au niveau de l'UE, les mesures prises dans ce sens restent timides. Cela est d'autant plus regrettable que **l'intégration des politiques de sobriété dans les politiques européennes est essentielle pour atteindre les objectifs de neutralité climatique dans les délais impartis**.



2. LA SOBRIÉTÉ : NOTRE BOUSSOLE POUR UNE EUROPE CLIMATIQUEMENT NEUTRE

Le 24 octobre 2023, la Commission européenne a publié son rapport 2023 sur l'état de l'union de l'énergie, qui présente la réponse de l'UE à la crise énergétique, l'état d'avancement de la mise en œuvre de l'union de l'énergie et un état des lieux des plans nationaux en matière d'énergie et de climat (PNEC)¹². Or ce rapport stratégique ne mentionne pas la sobriété. En effet, la stratégie de l'union de l'énergie, initialement lancée par la Commission Juncker (2014-2019) afin de guider la politique énergétique et climatique de l'UE, repose sur 5 piliers : la sécurité de l'approvisionnement, le développement d'un marché intérieur intégré de l'énergie, l'amélioration de l'efficacité énergétique, la décarbonisation de l'économie et la garantie de l'innovation et de la compétitivité. A l'époque, la sobriété n'avait pas été prise en compte. **Ignorer le potentiel que représente la sobriété présente de nombreux risques pour l'UE.** Le premier risque est de ne pas atteindre les objectifs climatiques, comme nous l'avons mentionné plus haut. Cela signifie également ne pas répondre aux besoins fondamentaux des populations les plus vulnérables. La sobriété est alors subie par les populations les plus précaires et est un fardeau sur les épaules des citoyennes. Or laisser les politiques de sobriété à la bonne volonté des individus et des gouvernements revient à maintenir le statu quo actuel d'une utilisation inégale et injuste des ressources en fonction de la situation géographique et des moyens à disposition.

La perspective d'une révision du Règlement sur la gouvernance de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat dans les années à venir constitue une **opportunité majeure pour faire de la sobriété l'un des piliers structurants des politiques énergétiques de l'UE.** Les États membres pourraient alors avoir pour obligation d'inclure un chapitre sur la sobriété dans leurs futurs plans nationaux en matière d'énergie et de climat et dans leurs stratégies à long terme. Faire de la sobriété l'un des piliers stratégiques de l'union de l'énergie doit permettre à l'UE, aux États membres et aux collectivités locales

d'exploiter pleinement le potentiel des politiques de sobriété pour atteindre les objectifs de l'UE en matière d'énergie et de climat. C'est pourquoi **Energy Cities propose trois pistes afin de remettre la sobriété au cœur des discussions sur l'énergie et le climat.**

1. La sobriété, le chapitre manquant des plans nationaux en matière d'énergie et de climat (PNEC)

A **Tampere**, comme dans le reste de la Finlande, l'accent n'est plus seulement mis sur le climat et la biodiversité, mais également sur la mise en place d'une réelle économie circulaire. Cependant, des secteurs comme la construction ou la rénovation manquent encore d'une législation claire qui permettrait de développer des pratiques incitant à plus de sobriété, comme la réutilisation des matériaux de démolition par exemple. L'experte en économie circulaire de Tampere, Irina Simola, explique que de nombreuses questions restent sans réponse : « S'agit-il d'un produit ou d'un matériau qui peut être réutilisé, ou d'un déchet ? Peut-on l'utiliser ? Et comment ? » Cette interprétation de la législation sur les déchets est cruciale lorsqu'il s'agit de développer de nouvelles méthodes et de nouveaux modèles pour maintenir les matériaux en circulation. Selon Irina Simola, « Il est relativement aisé d'élaborer un plan stratégique pour l'économie circulaire, mais lorsque vous réfléchissez à la manière dont il sera mis en œuvre au quotidien, à son suivi et au type de contribution que ce suivi apporte au cycle suivant, vous vous rendez compte que vous avez encore beaucoup de travail à faire. Cela ne vaut pas seulement au niveau municipal, mais également pour la législation nationale et européenne. De nombreuses stratégies et législations se recoupent et se chevauchent, or les efforts entrepris pour améliorer la cohérence des politiques et simplifier le cadre législatif sont bien moins importants (que ceux déployés pour créer de nouvelles réglementations) ».

Faire de la sobriété l'un des piliers de l'Union de l'énergie inciterait l'UE et les États membres à repenser leur approche en matière de politiques



énergétiques et climatiques en mettant la finitude des ressources et la justice sociale à l'ordre du jour. Ce nouveau pilier établirait un cadre global en faveur d'une sobriété intersectorielle et donnerait une définition claire de ce qu'est la sobriété. **La sobriété devrait donc être intégrée à toutes les politiques européennes liées à l'énergie et au climat et faire l'objet d'un chapitre spécifique dans les futurs PNEC.** Ce chapitre concernerait tous les secteurs du PNEC : le bâtiment, les transports, la gestion des déchets, l'énergie, l'industrie et, nous l'espérons bientôt, l'eau, les sols et l'alimentation. Ce nouveau chapitre permettrait de limiter la demande en ressources de manière équitable et transversale. Il définirait également les actions concrètes que les États membres devront mettre en place à cette fin. Cependant, l'UE ne doit pas tomber dans le piège d'ajouter simplement une nouvelle case à cocher pour les États-membres pour lesquels les PNEC restent en grande partie un exercice bureaucratique à l'impact limité¹³. C'est pourquoi **la refonte de l'union de l'énergie reste essentielle.** Le scénario CLEVER (Collaborative Low Ener-

gy Vision for the European Region), qui vise à améliorer les résultats en termes de neutralité, sécurité énergétique et durabilité, nous aide à imaginer d'autres piliers. Le potentiel de la sobriété à atteindre les objectifs climatiques prend tout son sens lorsqu'il est complété par l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables dans un cadre hiérarchique bien défini. Le scénario considère en effet en premier lieu la demande, avec la sobriété, puis l'intensité, avec l'efficacité, avant de finalement envisager une modification de l'offre avec les énergies renouvelables. Il propose également une modélisation qui démontre qu'un tel cadre peut **aider l'Europe à devenir neutre du point de vue des émissions de GES d'ici 2045 et entièrement renouvelable d'ici 2050.** Cela veut dire que l'Europe pourrait ne plus importer d'énergie d'ici 2050, voir sa consommation de gaz fossile réduite de moitié et sortir du charbon avant 2035¹⁴. Toutefois, pour tenir ces promesses, l'UE doit garantir deux éléments essentiels à tous les niveaux : un financement adéquat et plus de personnel qualifié.

2. Donner les moyens financiers et humains pour des politiques de sobriété

La question du financement est toujours centrale lorsqu'il s'agit de politiques énergétiques et climatiques. La ville de **Zurich**, en Suisse, est bien consciente qu'une politique réussie repose sur deux facteurs : « l'argent et les gens ». Quant à la ville de **Grenoble**, elle a réussi à mobiliser des fonds pour embaucher du personnel spécialisé dans les politiques de sobriété. Elle a ainsi créé des postes pour l'innovation, le suivi et la mise en œuvre de politiques de sobriété. Un personnel local est essentiel « pour passer du discours des responsables politiques à la mise en œuvre », explique Vincent Fristot, adjoint au maire. Cependant, toutes les villes ne peuvent mobiliser des fonds à cette fin, car elles ne disposent que de budgets de fonctionnement limités ou doivent respecter des règles strictes en matière d'endettement.

Des études ont attiré l'attention sur le manque de financements en matière d'investissements essentiels pour atteindre les objectifs climatiques de l'UE. En effet, la réduction des émissions nécessite des efforts considérables ainsi qu'un financement adéquat à tous les niveaux. Une définition unifiée de la sobriété dans les textes

européens est donc un premier pas, mais elle ne mènera à rien si les moyens nécessaires à la mise en œuvre des plans stratégiques tels que les PNEC font défaut. Dans un rapport récemment publié, intitulé « Union de l'énergie 2.0. pour mettre en œuvre le Pacte vert européen », Camille Defard, directrice du Centre Energie de l'Institut Jacques Delors, souligne que « l'Union de l'énergie ne dispose toujours pas d'un financement adéquat pour soutenir efficacement les efforts collectifs et la coordination des politiques, qu'il s'agisse de relever les défis à court terme en matière de sécurité d'approvisionnement ou de répondre aux besoins de transition à plus long terme [...]»¹⁶.

La question du financement couvre également les besoins humains, en particulier au niveau local, pour **embaucher et former du personnel possédant les compétences nécessaires pour relever les défis de la transition.** La campagne « **Localstaff4climate** », lancée en 2022, a permis de quantifier les besoins humains nécessaires au niveau local pour atteindre les objectifs de décarbonisation dans le secteur du bâtiment.



Au niveau européen, environ « 2,5 postes à temps plein supplémentaires par municipalité et par an au cours des 9 prochaines années (y compris 2022), soit 214 000 nouveaux postes d'emploi locaux dans l'Union européenne » sont nécessaires, ce qui représente environ 16 milliards d'euros par an pour les municipalités à l'échelle européenne¹⁷.

Ces besoins sont considérables. Même s'ils n'ont pas encore été quantifiés, on peut s'attendre à ce que les besoins humains et financiers pour mettre en œuvre les mesures de sobriété structurelles soient du même ordre. Il convient cependant de reconnaître que de **nombreuses mesures de sobriété sont, en fait, relativement peu coûteuses à mettre en œuvre**. Naturellement, le financement de postes de personnel qualifié, comme à Grenoble, reste essentiel pour créer et mettre en œuvre une stratégie basée sur la sobriété à tous les niveaux. Un financement est également nécessaire pour créer de nouveaux lieux où les citoyennes peuvent débattre de la sobriété et de l'avenir des politiques climatiques et énergétiques.

3. Mettre la sobriété au cœur des débats

Clermont-Ferrand, dans le centre de la France, souhaite que l'Union européenne montre l'exemple en organisant beaucoup plus d'assemblées citoyennes locales afin d'obtenir l'adhésion de tous les citoyens à la transition. Pour Anne-Laure Stanislas, adjointe au maire de Clermont-Ferrand, l'organisation d'assemblées citoyennes est essentielle pour prendre des mesures en faveur de la sobriété : « Il faut travailler sur la sobriété à partir des besoins des gens (...). Il faut se poser les questions suivantes : Quels sont nos besoins ? Quelles ressources pou-

rons-nous utiliser ? Et comment lutter contre la précarité énergétique avec les citoyennes ?¹⁸ ».

Les assemblées citoyennes, comme celles organisées à Clermont-Ferrand, tendent en moyenne à proposer beaucoup plus de mesures de sobriété que les responsables politiques eux-mêmes. En effet, une récente étude du groupe de recherche « ENSU » a comparé les recommandations en matière de politiques d'atténuation formulées par les assemblées citoyennes dans dix pays, avec celles figurant dans les PNEC de ces pays¹⁹. Selon les auteurs, **39 % des recommandations des assemblées citoyennes portent sur la sobriété, soit 3 à 6 fois plus que dans les PNEC**. Le taux d'approbation moyen de ces politiques est d'environ 93%, les taux les plus élevés concernant les politiques réglementaires, devant les instruments fiscaux et économiques. Cette étude va même plus loin en affirmant que l'importance de ces recommandations, qui appellent à une évolution des politiques réglementaires vers plus de sobriété, représente un « **tournant en faveur de la sobriété** » dans les politiques d'atténuation et de protection du climat.

Il est urgent de mettre la sobriété au cœur des débats, au sein d'assemblées citoyennes à tous les niveaux. **Ces débats sont le seul moyen non seulement de donner une légitimité à ces politiques de sobriété, mais aussi de faire en sorte qu'elles soient élaborées pour et par des citoyennes** dans le cadre d'une approche participative. Ils offrent également la possibilité à toutes les villes - et pas seulement à celles qui en ont les moyens ou la volonté - de repenser les services publics en tenant compte de la raréfaction des ressources et de l'objectif de neutralité climatique.



CONCLUSION

Il est urgent de mettre la sobriété au cœur des stratégies et des textes européens. À court terme, nous ne pouvons en effet nous permettre de passer un autre hiver à la merci de coûts énergétiques exorbitants au risque de ne pouvoir répondre aux besoins essentiels de la population. À long terme, « si nous continuons à ignorer les politiques de sobriété, l'objectif de 1,5 °C deviendra hors de portée et il sera tout bonnement impossible pour l'UE de devenir climatiquement neutre d'ici 2050 », comme l'a souligné Yamina Saheb, auteure principale du rapport du GIEC²⁰.

La sobriété est une réponse pragmatique à la raréfaction et à la répartition inégale des ressources auxquelles l'Europe est déjà confrontée et qui ne feront que s'aggraver dans les années à venir.

Les collectivités locales et les citoyennes sont prêts à prendre le virage de la sobriété, à condition qu'un débat commun soit mis en place, qu'ils soient associés au processus de prise de décision et qu'ils reçoivent les moyens nécessaires pour transformer les politiques en actions.

Energy Cities espère donc que la prochaine législature du Parlement européen élu en juin 2024 et la nouvelle Commission qui sera constituée pour 2024-2029 **mettront la sobriété en action au niveau européen, garantissant ainsi la justice sociale et renforçant la résilience de l'UE, dans le respect des limites planétaires.**



RÉFÉRENCES

1. IEA, « [Versailles Statement: The crucial decade for energy efficiency](#) », 8 juin 2023
2. GIEC, « [Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change](#) », 2022, p 31
3. Lire le glossaire évolutif d'Energy Cities « [Décoder la sobriété, glossaire évolutif pour une économie locale juste et économe en ressources](#) », 2023
4. Convention des Maires pour l'Énergie et le Climat Europe, « [Building on the Cities Energy Saving Sprint](#) »
5. CLEVER « [CLEVER final report, executive summary](#) », juin 2023
6. Doughnut economics action lab « [About Doughnut Economics](#) »
7. Flensburg « [Zukunft Hafen-Ost. Leitlinien für die Entwicklung eines nachhaltigen urbanen Quartiers](#) »
8. [Zurich's Environmental Strategy](#)
9. Vienna [Climate Guide](#), 2022
10. [Shifting Economy Brussels](#)
11. Ville de Grenoble, « [Ateliers citoyens de redirection écologique](#) »
12. Commission européenne « [Etat de l'union de l'énergie 2023 : l'UE réagit efficacement à la crise, se tourne vers l'avenir et accélère la transition écologique](#) », 24 octobre 2023
13. Jean Pisani-Ferry, Simone Tagliapietra & Georg Zachmann, « [A new governance framework to safeguard the European Green Deal](#) » Note politique, Bruegel, 6 septembre 2023
14. CLEVER « [CLEVER final report, executive summary](#) », juin 2023
15. Energy Cities, « [Les capacités humaines des collectivités locales : le point de blocage de la décarbonation des bâtiments](#) », avril 2022, p 8
16. Camille Defard, Cheffe du Centre Energie de l'Institut Jacques Delors, chercheuse en politique européenne de l'énergie, « [Union de l'énergie 2.0 pour mettre en place le pacte vert européen](#) », Rapport n°127, novembre 2023, p 106
17. Energy Cities, « [Les capacités humaines des collectivités locales : le point de blocage de la décarbonation des bâtiments](#) », p 3
18. Anne-Laure Stanislas, Conférence de la Convention des Maires Europe 2023 « Les villes en première ligne de la crise énergétique », Mars 2023
19. Jonas Lage, Johannes Thema, Carina Zell-Ziegler, Benjamin Best, Luisa Cordroch, Frauke Wiese, « [Citizens call for sufficiency and regulation – A comparison of European citizen assemblies and National Energy and Climate Plans](#) » Energy Research & Social Science, Volume 104, 2023
20. YYamina Saheb pendant la session "[The untapped potential of sufficiency to meet EU climate goals](#)" organisée, par Energy Cities et EEB, durant la semaine européenne de l'énergie durable (EUSEW), Juin 2023.



ENERGYCITIES

www.energy-cities.eu

 [@energycities](https://twitter.com/energycities)

 [@energycities.eu](https://www.facebook.com/energycities.eu)

BESANÇON

2 chemin de Palente
25000 Besançon, France

BRUSSELS

Mundo Madou
Avenue des Arts 7-8
1210 Brussels, Belgium

Energy Cities est un réseau de plus de 1 000 villes de 30 pays européens différents. Notre mission est de donner aux villes et aux citoyen-ne-s les moyens de façonner des villes à l'épreuve du futur et de les accompagner dans leur transition. Nous présentons des alternatives concrètes déployées par les municipalités et nous plaçons pour un changement de gouvernance politique et économique.